

🏠 > Le syndicat > Actions >

Alerte solennelle pour une DGFIP renforcée,
reconnue et réhumanisée au service de
l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et
environnementale !

Alerte solennelle pour une DGFIP renforcée, reconnue et réhumanisée au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale !

**Solidaires Finances Publiques, 1er syndi- ⚙️
cat de la Direction Générale des Finances
Publiques, vient de tenir son 33^e congrès à Biar-
ritz (64).**

Face à la démolition des services publics et au sen-
timent d'abandon de nombreux territoires ;

Face aux difficultés devant le tout numérique et le
besoin d'aide et d'accompagnement de beaucoup
de populations ;

Face au démantèlement, à l'affaiblissement
constant de la DGFIP et de l'enjeu du financement
des politiques publiques et des solidarités :

Notre congrès a permis de nous doter d'une orien-
tation afin d'agir pour plus de justice sociale et fis-
cale. Une orientation pour conquérir des droits
nouveaux pour les agentes et agents, et défendre
individuellement et collectivement chacun et cha-
cune. Cette orientation s'appuie sur les fondamen-
taux revendicatifs de notre syndicat afin que la DG-

FiP reste au cœur de la vie des usagères et usagers (particuliers, professionnels, collectivités), au service de la justice fiscale, sociale et environnementale.

Pour nos missions :

Depuis plus de 20 ans, notre administration connaît des réformes organisationnelles devenues structurelles. Les choix politiques appuyés par des rapports divers vont dans le même sens : vider la DGFIP de ses missions pour mieux la brader, la liquider ainsi chacune de nos missions est remise en cause.

Solidaire Finances Publiques continuera à se mobiliser pour le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes de la cohésion sociale. Solidaire Finances Publiques exigera les moyens pour assurer le fonctionnement de l'intégralité des missions et combattrà toutes privatisations, externalisations nuisibles à l'intérêt général. Aussi, Solidaire Finances Publiques exige la réintégration de l'ensemble des missions confiées à des tiers avec les moyens humains et matériels y afférant.

Ces prochaines semaines, nous défendrons celles qui sont au cœur des attaques du moment, notamment les services de gestion des impôts des particuliers et des professionnels, les services de la gestion publique, les services des missions cadastrales et foncières, le contrôle fiscal, les services informatiques, les services transverses et l'accueil de proximité.

Pour nos structures :

La DGFIP poursuit le massacre des services de proximité, et met en place une industrialisation des services sans précédent. Partout les usager·e·s particuliers et professionnels ou les collectivités locales soulignent les difficultés lourdes rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre du « Nouveau Réseau de Proximité » : destruction du réseau de proximité, restriction forte des amplitudes d'ac-

cueil, difficultés devant la multitude d'interlocuteurs industrialisés (services de gestion, plateformes d'accueil à distance, services de « back-office » à distance) sur plusieurs missions.

Plus que jamais, nous revendiquons un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon les besoins. Car le service public doit s'adapter avant tout aux besoins de la population. Nous réaffirmons notre exigence d'un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés. Le public doit pouvoir trouver une structure DGFIP unique de proximité en capacité de répondre à leurs questions.

Pour nos emplois :

Après la suppression de plus de 24 000 emplois en dix ans, nous constatons un désastre après les mouvements de mutations nationales avec 6 287,4 emplois non pourvus (– 3 462,7 en C, – 2 476,7 en B et – 358 en A). Les discours de satisfaction et de communication de notre Directeur Général sur « l'effort de recrutement sans précédent » sont ainsi indécents et un signe de mépris de ce qui est et sera le vécu des agent·es et des services : des tensions extrêmes et expansives à venir pour exercer les missions confiées, du mal être au travail, un sentiment de ne pas pouvoir faire correctement son travail, des usagers qui ne seront pas accompagnés dignement...

Face à cette urgence, Solidaires Finances Publiques continuera de porter dans le débat public l'importance de recruter, conserver et former des personnels techniciens seuls garants d'un accueil de proximité, pour toutes et tous.

Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique, Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours. Nous nous opposerons à la précarisation des emplois induite par une contractualisation de masse. Solidaires Finances Publiques s'engage à défendre et à représenter l'ensemble des personnels de la DGFIP, cadres C, B, A, A+, agents Berkani et contractuels.

Nous nous donnons pour objectif de redonner du sens aux politiques publiques. Solidaires Finances Publiques, plus déterminé que jamais, porte toujours la nécessité de les refondre, en les finançant en partie par un système fiscal plus progressif, plus redistributif, moins complexe, tourné vers le « mieux d'impôt » consenti par toutes et tous et non le « moins d'impôt » qui profite avant tout aux plus aisés. Solidaires Finances Publiques continuera de mettre au cœur du débat public les sujets de la dette, des finances publiques, de la fraude et de l'évasion fiscales.

En réaffirmant nos valeurs et en renforçant nos revendications comme ce congrès nous l'a permis, nous serons plus fortes et plus forts encore.

De cette orientation, Solidaires Finances Publiques mettra tout en œuvre, dans l'unité, pour que cessent les « réformes » en cours qui affaiblissent nos missions, notre proximité, notre statut.

Solidaires Finances Publiques considère qu'un changement de cap est nécessaire et incontournable à la DGFIP. Les missions qui nous sont confiées sont essentielles à l'intérêt général. Il est urgent que cela soit effectivement entendu et discuté à tous les niveaux politiques et administratifs. Pour notre part nous ferons de cette bataille une priorité des prochaines semaines pour interpeller tant le nouveau Gouvernement que les nouveaux et nouvelles parlementaires et aussi les élu·es locaux de tous les territoires. Au-delà, un véritable débat doit s'engager avec les usagers et les collectivités pour garantir une administration utile et renforcée au service de l'intérêt général.

Plus que jamais nous sommes déterminés et mobilisés pour faire face. Nous mettrons toute notre énergie pour défendre notre service public de proximité et technicien ainsi que l'ensemble de ses agentes et agents pour aller vers une société plus juste, plus humaine et démocratique.